La fin du secret bancaire à l'égard des autorités fiscales étrangères : conséquences pratiques

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Pour les banques, les sociétés fiduciaires et les gestionnaires d'actifs

Ces règles ont pour effet cumulé qu'un établissement financier singapourien doit pouvoir démontrer, pour chaque client, qu'il connaît sa résidence fiscale et qu'il n'a aucune raison de soupçonner que ses avoirs proviennent d'une évasion fiscale. L'obligation s'applique de la même manière aux banques, aux sociétés fiduciaires agréées et aux gestionnaires de fonds. Les régimes applicables aux family offices et aux gérants de fortune indépendants, examinés aux chapitres III et V de la présente partie, y ajoutent leurs propres exigences. L'évaluation des risques de 2024 relève que des intermédiaires professionnels tels que les sociétés fiduciaires et les gestionnaires d'actifs peuvent être utilisés abusivement pour blanchir le produit d'infractions fiscales étrangères.[1]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Pour les clients et leurs conseillers

Pour les clients, la règle pratique est simple. Tout compte détenu à Singapour doit être présumé connu de l'autorité fiscale du pays de résidence du client, à moins que ce pays ne se trouve en dehors du réseau d'échange de Singapour, comme c'est actuellement le cas des Émirats arabes unis. Les comptes des US persons sont déclarés à l'IRS au titre de FATCA. Les structures ne modifient pas ce résultat, puisque l'on remonte des entités passives et des trusts jusqu'à leurs personnes détenant le contrôle. Les montages destinés à éviter la déclaration peuvent être écartés en vertu de la section 105MA de l'Income Tax Act. Les conseillers qui aident un client à dissimuler des avoirs provenant d'une évasion fiscale s'exposent à une responsabilité pénale à Singapour au titre des dispositions du CDSA réprimant le blanchiment.

Liste de contrôle

- Déterminer la résidence fiscale de chaque titulaire de compte, personne détenant le contrôle, constituant (settlor), bénéficiaire et protecteur (protector), et la documenter au moyen d'une autocertification et de pièces justificatives.
- Vérifier si la juridiction de résidence figure sur la liste actuelle des juridictions soumises à déclaration de l'IRAS et si le compte relève de FATCA.
- Pour chaque nouveau client, évaluer la légitimité fiscale des avoirs et la plausibilité des raisons de leur comptabilisation à Singapour, à l'aide des indicateurs de l'annexe B des lignes directrices relatives au MAS Notice 626.
- Traiter la participation à une amnistie fiscale étrangère comme un événement déclencheur de déclaration, faire la déclaration de transaction suspecte requise et décider, selon une approche fondée sur les risques, s'il y a lieu d'examiner le compte.
- Lorsqu'un impôt étranger éludé n'a pas d'équivalent à Singapour, appliquer néanmoins les contrôles des risques et tenir compte de l'absence de protection légale avant de faire une déclaration volontaire.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- Éviter les montages dont l'objet principal est de soustraire un compte à la déclaration CRS ou FATCA, puisque le Comptroller (directeur de l'administration fiscale) peut les écarter.
- Réexaminer les services hérités du passé, tels que la banque restante et les comptes dormants, et veiller à ce qu'ils soient soumis à des contrôles indépendants.
- Se préparer à la Norme commune de déclaration modifiée à partir du 1er janvier 2027 et au Crypto-Asset Reporting Framework (cadre de déclaration des crypto-actifs), dont les premiers échanges sont prévus pour 2028.

Notes

1. *Money Laundering National Risk Assessment 2024*, par. 6.2.18 : « Professional intermediaries such as trust companies and asset managers may also be misused » ; personnes morales et constructions juridiques utilisées pour détenir des fonds au moyen de structures complexes de propriété et de contrôle. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.